



PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SECTION INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER N° : 2011/0057 94 21 620
COMMUNE : BONNEUIL-SUR-MARNE

ARRÊTÉ n° 2013/2482 du 21 août 2013

portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) - GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT sise à BONNEUIL-SUR-MARNE, Port Autonome de Paris, Route du Fief Cordelier.

Le Préfet du Val-de-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L. 511-1 et L. 514-5,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2011/3739 du 8 novembre 2011 autorisant la société RECYLUX à exploiter un centre de tri-transit de métaux et déchets industriels banals ainsi qu'une installation de dépollution de V.H.U. (Agrément V.H.U. n° 94.PR.00018.D) à BONNEUIL-SUR-MARNE, Port Autonome de Paris, Route du Fief Cordelier relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous les rubriques 2710-1-a, 2710-2-a, 2712-2, 2713-1, 2718-1, 2560-1 et 2791-1 ;
- VU le récépissé de succession délivré le 18 mars 2013 à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 7 juillet 2013 établi suite à la visite du 23 mai 2013 ;
- **CONSIDÉRANT** que lors de cette visite, l'inspecteur des installations classées a constaté des non-conformités notables au regard de l'arrêté préfectoral précité ;
- **CONSIDÉRANT** que cette situation constitue un grave danger pour l'environnement ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, dans ces conditions, de mettre en demeure la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT de remédier à ces non-conformités notables par voie d'arrêté préfectoral ;
- **SUR** la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Sous peine des sanctions prévues par les textes précités, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT sise à BONNEUIL-SUR-MARNE, Port Autonome de Paris, Route du Fief Cordelier, est mise en demeure de se conformer, dans le délai de 4 mois, à compter de la notification du présent arrêté, aux articles 7.3.1, 7.3.2, 7.3.5, 7.5.3, 7.5.4, 7.5.5, 7.5.6 et 7.5.7 de l'arrêté préfectoral n° 2011/3739 du 8 novembre 2011.

.../...

ARTICLE 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - Délais et voies de recours (Art. L514-6 du Code de l'Environnement) :

I - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, peut être déférée au Tribunal Administratif de MELUN :

1°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois après publication ou affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

II - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

III - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Monsieur le Maire de BONNEUIL-SUR-MARNE, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Créteil, le

21 AOUT 2013

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,


Christian ROCK